



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Burundi pour 2022 et 2023 partie 1

**Document d'action : UMWUGA URAKIZA : Programme d'appui à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes au Burundi**

**PLAN D'ACTION PLURIANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base</b>	UMWUGA URAKIZA : Programme d'appui à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes au Burundi Numéro OPSYS : ACT 60994  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui  L'engagement pris par l'UE de contribuer à l'Initiative Équipe Europe (IEE) prévue dans le cadre du présent plan d'action sera complété par d'autres contributions d'autres membres de l'Équipe Europe. Elle est subordonnée à la confirmation formelle de la contribution de chaque membre. Si les initiatives Équipe Europe et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE pourra se poursuivre en dehors d'un cadre d'Initiative Équipe Europe. Les IEE au Burundi sont en cours d'élaboration.
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : Burundi, dans 6 provinces (Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Buzanza, Muramvya, Rumonge et Bururi) avec focus sur les centres de formation professionnelle et les centres d'enseignement des métiers de ces localités.
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel pour la République du Burundi pour la période 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	L'Action s'inscrit sous l'Objectif spécifique OS 2.1 du PIP Burundi 2021-2027 « <i>Les conditions de vie de la population burundaise, en particulier des groupes les plus vulnérables et des jeunes, sont améliorées</i> » et les résultats escomptés sont 2.1.6. <i>Les structures, équipements et ressources humaines nécessaires pour une formation professionnelle de qualité sont améliorés</i> et 2.1.7 <i>La formation professionnelle est en adéquation avec les besoins du marché du travail.</i>

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Domaine prioritaire n°1. Croissance inclusive, verte, durable et créatrice d'emplois. CODE CAD 16020 : Création d'emploi 25% Domaine prioritaire n°2 : Développement humain et services de base ; secteur 2 et 3 éducation fondamentale et la formation professionnelle. Code CAD 11330 : Formation professionnelle 75%			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal: ODD 4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » ODD 10 « Inégalités réduites », ODD 5 « Égalité entre les sexes » et ODD 8 « Travail décent et croissance économique ».			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	11330 : Formation professionnelle 16020 : Création d'emploi			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	13000 Gouvernement tiers (coopération déléguée)			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE- 14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 15 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 12 000 000 EUR La contribution est d'un montant d'EUR 12 000 000 provenant du budget général de l'Union européenne pour 2022. Cette action est cofinancée en parallèle par: ENABEL pour un montant de 3 000 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)<sup>1</sup></b>	Modalité du projet : Gestion directe par subvention(s) Gestion indirecte avec une(des) entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2			

## 1.2 Résumé de l'Action

Le Burundi reste l'un des pays les moins avancés au monde, étant au 185<sup>e</sup> rang sur 189 pays sur l'Indice de développement humain (IDH) 2018, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Quoique le pays

<sup>1</sup> Art. 27 NDICI

ait connu une progression de 43,4% de son indice de développement humain entre 1990 et 2018<sup>2</sup>, le Burundi reste classifié dans la catégorie « développement humain faible ».

Les jeunes de moins de 25 ans, qui représentent 60% de la population du Burundi, font face à des défis de pauvreté et de manque d'opportunités. Le taux brut de scolarisation au niveau secondaire atteint à peine 13,4 % (HNO 2020). Le taux d'abandon à l'école primaire est de 56.2%<sup>3</sup>.

La jeunesse déscolarisée et non scolarisée ne dispose pas d'assez de capacités techniques, professionnelles et humaines pour se tailler une place sur le marché de l'emploi ou pour créer des microentreprises lucratives et viables. L'accès aux compétences techniques adaptées au marché du travail reste un défi pour les jeunes, soit à cause des opportunités limitées de formation professionnelle, soit à cause des barrières à l'accès à ces formations en raison de la pauvreté des jeunes les plus démunis. L'accès à l'emploi salarié est aussi entravé par la reluctance des employeurs à embaucher des jeunes, à cause des faibles compétences et du manque d'expérience pratique par ces derniers. Les filles rapportent aussi être discriminées par certains employeurs à cause du « manque de force physique de leur part », et en conséquence recevoir un salaire inférieur par rapport aux collègues hommes (*Analyse des barrières à l'emploi des jeunes* – réalisée par Concern à Kirundo en septembre 2018). Par ailleurs, les jeunes avec handicap et ceux appartenant à la minorité Batwa sont aussi victimes de discrimination et marginalisation dans leur communauté à cause de leurs conditions. Il en est de même pour les réfugiés, les personnes déplacées internes et les retournés qui sont souvent dans la précarité et qui manquent d'opportunités de formation et d'emplois.

Cette action vise à soutenir les efforts du Gouvernement du Burundi dans l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle en vue de permettre aux jeunes et aux adultes d'améliorer leurs compétences professionnelles, et d'accroître leurs chances d'insertion professionnelle et prétendre à un emploi décent.

L'action s'articulera sur l'équipement et la modernisation des centres de formation et d'enseignement des métiers en fonction de leurs besoins et objectifs d'apprentissage ; le renforcement des capacités des formateurs ; l'amélioration de l'insertion des jeunes lauréats et la facilitation de la création d'entreprises et d'emploi, l'implication du secteur privé et de la société civile dans la création et le renforcement du partenariat public privé.

Suivant une approche intégrée des mécanismes d'appui à l'insertion dans les différents centres de formation et le suivi des jeunes formés dans la création de l'emploi ainsi que l'appui aux projets d'insertion des lauréats des structures de formation par des micro-dons et kits d'équipements seront mis en place.

L'action s'articulera sur deux objectifs spécifiques suivants :

OS 1 : Améliorer la qualité de la formation professionnelle en l'adaptant aux besoins du marché du travail ;

OS 2 : Améliorer l'insertion des jeunes lauréats et faciliter la création d'entreprises et d'emploi.

Les zones d'interventions de l'action sont les provinces du pays où sont implantées les centres de formation professionnelle (CFP) et qui ont été choisies en concertation avec le ministère ayant la formation professionnelle dans ses attributions, sans oublier les Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) sans appuis dans les mêmes provinces d'interventions. Le choix de ces zones donne la priorité à la complémentarité et au renforcement des autres actions proposées dans les PAA nationaux et régionaux. Les groupes cibles principaux sont les jeunes qui n'ont pas eu la chance de poursuivre l'enseignement post-fondamental et qui s'orientent vers la formation professionnelle en vue d'acquérir des compétences leur permettant de créer leurs propres opportunités d'emploi.

Cette Action contribue à l'atteinte des objectifs du PIP national, et en particulier aux domaines prioritaires 1 (croissance inclusive, durable, verte et créatrice d'emplois) et 2 (développement humain et services de base).

Elle est en outre en cohérence avec les objectifs de développement durable (ODD) 4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». En

<sup>2</sup> Entre 1990 et 2018, l'IDH du Burundi a progressé de 0.295 à 0.423, soit une hausse de 43.4 % (Rapport sur le développement humain 2019 – Burundi).

<sup>3</sup> <https://www.bi.undp.org/content/burundi/fr/home/countryinfo/>.

complément, l'action pourra contribuer de manière indirecte aussi aux ODD 10 « Inégalités réduites », ODD 5 « Egalité entre les sexes » et ODD 8 « Travail décent et croissance économique ».

L'action proposée est en cohérence avec les objectifs stratégiques de la Commission en matière de formation professionnelle à savoir : « promouvoir l'apprentissage, développer les mécanismes d'assurance de la qualité de la formation professionnelle, améliorer l'accès à la formation professionnelle et aux qualifications et développer la formation des enseignants ».

Elle s'aligne sur le nouveau Consensus européen pour le Développement, dans ses dimensions « accès universel à une éducation et à une formation de qualité, un emploi décent pour tous ». De même, l'action est en cohérence avec le Green Deal de l'Union européenne qui appelle les politiques publiques à lutter contre le changement climatique tout en atteignant d'autres objectifs sociaux tels que la création d'emplois et la réduction des inégalités.

L'action entend capitaliser sur les acquis et les leçons apprises des coopérations des Etats Membres, elle entend également **créer une dynamique « Equipe Europe »** en synergie avec les actions du Plan d'Action Pluri-Annuel 2022-2023 portant sur l'éducation fondamentale et l'accès à l'électricité pour tous, le programme régional pour le soutien des rapatriés, le projet Bibliothèques sans frontières dans sa composante formation professionnelle, le projet ResiCoDi, la composante formation technique et professionnelle (FTP) du programme Erasmus+ et d'autres projets en cours et à venir, notamment l'appui à l'entrepreneuriat féminin et le Programme de soutien à l'entrepreneuriat du secteur agricole (SESA, 11<sup>e</sup> FED).

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

#### Contexte général :

Le Burundi est un des pays les plus pauvres au monde, avec sa 185<sup>e</sup> place (sur 189) dans le classement IDH (Indice de développement humain) et un PIB par habitant de 261 USD en 2021 selon les estimations du FMI. La croissance économique est projetée à 3,6% en 2022 contre 2,4% en 2021 et 0,3% en 2020, soutenue en partie par un assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. L'inflation est restée élevée avoisinant 7% en 2021 contre 7,5% en 2020. La faible croissance économique par rapport à la croissance démographique entraîne une hausse continue du taux de pauvreté, qui devrait atteindre 87,1% en 2021 (mesuré en fonction du seuil de 1,90 dollars par jour). Malgré la situation des finances publiques qui demeure grave (la dette pourrait atteindre 75% du PIB en 2022), certains signes positifs ont été observés en 2021 et ont permis la conclusion d'un accord avec le Fonds Monétaire International (FMI) en juillet 2021 pour une assistance financière de 78 M USD au titre de la Facilité de Crédit Rapide.

Le contexte sécuritaire du Burundi a été à la base des déplacements des personnes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Les restrictions à l'accès au marché du travail, à l'accès au financement et aux services sociaux de base comme l'éducation sont autant d'obstacles à leur intégration économique et à leur autonomie.

Au **niveau politique**, la reprise du dialogue politique en 2021 et la récente levée des mesures au titre de l'Article 96 de l'Accord de Cotonou en février 2022 offrent un nouvel élan aux relations entre l'UE et le Burundi, ainsi que des opportunités inédites pour une coopération accrue des membres de l'Equipe Europe. Le plan d'action en objet permettra de progresser ultérieurement dans l'atteinte des objectifs fixés par:

- (i) la **feuille de route pour le dialogue politique (art.8 de l'accord de Cotonou) Union européenne – Burundi**, qui constitue la synthèse des objectifs stratégiques de l'Equipe Europe au Burundi, et
- (ii) la **vision conjointe 2019-2022** de l'UE, ses Etats Membres et la Suisse au Burundi, qui identifie dans le **développement local intégré / résilience** et les **droits de l'Homme / gouvernance démocratique** les deux grandes priorités pour l'Equipe Europe.

Le développement local intégré/résilience a pour cible la stabilisation du pays, afin d'en prévenir l'effondrement institutionnel et socio-économique. Les droits de l'homme/gouvernance démocratique prévoient des interventions

visant à aborder les causes sous-jacentes des problèmes structurels et, en définitive, de l'extrême pauvreté du Burundi.

La pertinence de cette approche est confirmée par le **Burundi Conflict Analysis Screening (CAS)** en cours, qui montre que malgré les progrès constatés plusieurs problèmes structurels et facteurs de risque demeurent: l'usage politique de la violence, l'enchevêtrement entre le parti au pouvoir et l'administration publique, la gestion étatique défaillante des entreprises et la politisation des Forces de Sécurité et de Défense (FDS).

Sur le plan économique, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance du PIB a augmenté de 2,4% en 2021 à 3,6% en 2022. L'inflation a augmenté de 7,5% en 2020 avec la hausse des prix des produits alimentaires (+12,2% en 2020) et les perturbations de l'importation des produits de consommation. Le PIB par habitant a nettement diminué par rapport à 2015 (305,5 USD) en raison de la forte croissance démographique (la population est passée de 9,5 millions d'habitants en 2010 à 12,3 millions en 2020<sup>4</sup>). La pauvreté est augmentée de 72,8% en 2013 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles) à 85% en 2021 (estimation de la BM).

L'agriculture constitue le cœur de l'économie burundaise : plus de 90% de la population en dépend pour vivre et les produits agricoles contribuent pour plus de 58% aux revenus d'exportation (essentiellement thé et café). L'agriculture est la source principale d'alimentation pour 66% des ménages ruraux et elle assure en moyenne 71,5% de leurs revenus.

Le niveau d'informalité est très élevé au Burundi aussi bien dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. Les secteurs de l'industrie et des services au Burundi sont fortement dominés par l'emploi informel, 86% et 91%, respectivement. Le secteur des services, qui ne représente que 6% de l'emploi total, a une part d'emploi informel inférieure à 56% car il est plus impliqué dans le secteur public. Environ 3,3% seulement des entreprises sont formelles<sup>5</sup>.

Au Burundi la discrimination de genre est une réalité, qui se manifeste avec une iniquité d'accès aux services et aux droits : le droit foncier et le droit civil, comme en matière d'héritage et de divorce. Malgré leur importance démographique<sup>6</sup> et leur dynamisme dans les processus productifs, surtout dans le domaine de l'agriculture, les femmes ne sont pas valorisées à leur juste titre. Alors que la femme a la charge du fonctionnement de la vie domestique, réalise les travaux ménagers et prend soin des enfants et des autres membres de la famille<sup>7</sup>, l'homme incarne l'autorité, prend les décisions capitales et contrôle les moyens de subsistance aux membres du ménage. La main d'œuvre féminine est peu qualifiée : 67% des femmes ayant une occupation sont, en effet, sans aucun niveau d'instruction. Les femmes sont les plus sollicitées dans le secteur agricole, plus pénible et peu rémunérateur. Elles sont moins présentes dans le secteur moderne où elles ne représentent que 35,6%, occupant des postes généralement de faible qualification ou exerçant dans le secteur informel. Le Burundi est classé 108 sur l'index des inégalités de genre et 12 sur le Global Gender Gap Index. Afin de donner une réponse à ces défis, l'action s'inscrira dans le plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure 2021–2025 (GAP III)<sup>8</sup>, notamment pour relever les défis et exploiter les opportunités offertes par la transition verte et la transformation numérique (ce qui représente l'OG 5 du plan de mise en œuvre au niveau national au Burundi). L'Action prendra également en compte le rôle incontournable des femmes dans l'organisation des activités agricoles (gestion des semences, gestion du fumier) qui doivent être au centre de l'enseignement technique et professionnel (métiers agroalimentaires) et renforçant ainsi le rôle des femmes dans les entreprises agroalimentaires.

<sup>4</sup> Rapport des projections démographiques 2008-2020, ISTEEDU, 2020

<sup>5</sup> Danish Trade Union Development Agency Burundi Labour Market Profile 2021/2022

<sup>6</sup> Selon les données du recensement général de la population et de l'habitat de 2008, les femmes représentent 50,8 % de la population burundaise au niveau national et 51,36 % en milieu rural.

<sup>7</sup> République du Burundi, ministère de la Solidarité nationale, des Droits de la Personne humaine et du Genre, Politique nationale genre du Burundi 2012-2025, juillet 2012.

<sup>8</sup> Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) - Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne. JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

### Contexte spécifique :

Sur le plan sectoriel, le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle dans son ensemble représente en moyenne 19,5% du budget de l'état 2020-2021 et constitue un levier essentiel pour renforcer le capital humain du pays.

Le système éducatif burundais est caractérisé par une rétention faible depuis plusieurs années. Ceci est le résultat du niveau élevé d'abandons et d'un niveau de redoublement non seulement élevé (26 % au fondamental en 2019, 17 % au post-fondamental la même année) mais aussi en hausse depuis 2014. Ces deux phénomènes grèvent considérablement le système éducatif burundais et en réduisent l'efficacité interne. L'efficacité interne était ainsi estimée en 2019 à 34 % au fondamental, indicateur en recul par rapport à 2014 (44%).

Depuis la mise en place de la réforme du système éducatif burundais à travers l'introduction de l'école fondamentale en 2010, les lauréats malheureux de la 9<sup>e</sup> année de l'école fondamentale sont orientés dans les centres d'enseignement des métiers et de formation professionnelle. Il faut ajouter à ces derniers les jeunes qui n'ont pas pu aller jusqu'à la fin de l'école fondamentale et qui viennent gonfler la demande au niveau des centres de formation professionnelle. Pour faire face à cette demande croissante de formation professionnelle, chaque commune du pays est dotée d'au moins un centre d'enseignement des métiers (CEM), soit 216 fonctionnels avec d'autres en chantier. Le pays dispose aussi de 16 centres de formation professionnelle (CFP) publics répartis dans 9 provinces; d'autres sont en chantier, tandis qu'un réseau de CFP privés approche une quarantaine. À cela s'ajoutent 2 centres de formation artisanale (CFA) répartis dans 2 provinces, 1 centre d'incubation de Buyenzi en Mairie de Bujumbura ; 102 écoles techniques publiques avec 26 sections, et une centaine d'écoles techniques privées. Ce dispositif reste pourtant insuffisant face à la demande croissante.

Globalement au niveau national, il est recensé 240 CEM/CFP avec 8 246 apprenants et 1 225 formateurs (source : bureau de la planification et des statistiques au ministère de l'Éducation). Compte tenu des besoins réels en formation, le Burundi est loin de satisfaire la demande, aussi bien en termes d'accès que de qualité de la formation.

En termes de choix des métiers en adéquation avec le marché de l'emploi, le secteur compte actuellement 23 métiers prioritaires réparties en 6 domaines. Des programmes de formation existent pour ces 23 métiers. Ces programmes ont été multipliés et distribués dans tout le pays, mais ne sont pas toujours adaptés aux besoins du marché de travail, d'où leur inefficacité quant à la facilitation d'insertion professionnelle.

Le Burundi a mis en place des politiques et stratégies nationales dont les principales sont : la politique nationale de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle adoptée en février 2010 ; le plan national de développement (PND) 2018-2027 ; le plan transitoire de l'éducation (PTE) 2018-2020 et la vision 2025, le plan sectoriel de l'éducation 2022 – 2030 en cours d'approbation ainsi que d'autres stratégies sous- sectorielles.

Ces documents de planification mettent en avant les orientations stratégiques globales pour le secteur de la formation professionnelle et technique. Ces orientations stratégiques sont notamment : le développement du partenariat public/privé, l'opérationnalisation du Cadre national de certification et de qualification, la mise en place d'un fonds d'appui à la formation ; l'extension de l'autonomie financière des établissements ; l'augmentation de l'offre de formation avec notamment un objectif d'un centre d'enseignement des métiers par commune et d'un centre de formation professionnelle par province ; l'intégration de la mission d'appui à l'insertion dans la fonction des établissements.

L'enseignement technique et la formation professionnelle tiennent donc une place importante dans la stratégie du gouvernement en vue d'offrir des solutions de formation à une partie importante des jeunes burundais et pour former une main d'oeuvre qualifiée capable d'accompagner le développement économique du pays. C'est le principal levier sur lequel le Burundi pourra agir pour lutter contre la pauvreté et autour duquel gravitent tous les autres préalables au travail décent<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> Politique et stratégies nationales de l'enseignement et formation technique et professionnel : janvier 2022

De même, le secteur de la formation professionnelle fait partie des secteurs prioritaires de la Vision conjointe de l'Union européenne, ses États Membres, et la Suisse au Burundi 2019-2022 » dans la cadre de l'objectif 1 « Renforcement des services de base » R.2.1.

## 2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Le secteur de la formation professionnelle est confronté à des problèmes aussi bien liés à la qualité de la formation qu'à l'insertion professionnelle des jeunes formés.

### **Faible qualité de l'offre de formation**

L'offre de formation est loin de répondre aux standards de qualité. Les curricula sont insuffisants (un total de 29 métiers dispose d'un programme de formation sur 384 métiers identifiés dans le « Répertoire des Emplois et Métiers du Burundi « REM Bu » validé par l'Etat), non adaptés et inéquitabement distribués parmi tous les centres d'enseignement des métiers et de formation professionnelle. La plupart des centres d'enseignement des métiers et de formation professionnelles sont sous-équipés, généralement avec quelques équipements dépassés par les évolutions technologiques et peu attractifs pour le marché du travail et les filières/métiers/sections de formation sont peu diversifiées et peu adaptées au contexte socio-économique. De même, les besoins spécifiques des jeunes réfugiés, rapatriés et des personnes déplacées internes, à savoir l'accès aux services de base (santé, éducation, formation professionnelle et emploi) ne sont pas pris en compte. A cela, il faut ajouter l'inexistence au Burundi d'un centre de formation des formateurs pour l'enseignement des métiers et la formation professionnelle.

Pour répondre à ces défis, il sera mis en avant l'élaboration des curricula ou référentiels de formation, l'emploi de nouvelles technologies de formation pour appuyer les filières stratégiques sélectionnées porteuses d'emploi (développement des compétences vertes notamment en relation avec les chaînes de valeurs agroalimentaires durables), en accord avec les besoins du secteur privé et les stratégies nationales de développement, l'acquisition des programmes et du matériel didactique à jour et des équipements rénovés, des connections à l'internet à forte capacité et des salles de classes numériques permettant la formation et l'adéquation des compétences à distance.

### **Faible insertion des jeunes sur le marché du travail**

Le secteur public ne dispose pas de mécanismes d'appui à l'insertion et à l'entrepreneuriat des jeunes. Ces derniers sont laissés aux seules initiatives des centres de formation très limitées par les ressources disponibles. Les défis majeurs se manifestent par i) l'inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché d'emploi et qui pénalise fortement les jeunes, ii) l'absence de modalités pratiques d'organisation des stages ; iii) l'absence de politique nationale d'insertion, iv) l'absence de stratégie de prise en compte des personnes vulnérables comme les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées internes dans les mécanismes d'insertion, ainsi que le système lacunaire de collecte de données statistiques fiables, aussi bien externes (besoins du marché de l'emploi et de l'économie) qu'internes (suivi de l'activité du secteur et facilitant sa planification).

Au delà de compétences techniques, les compétences entrepreneuriales des jeunes au Burundi sont faibles. Même si nouvellement instaurée avec le nouveau système éducatif, l'initiation à l'entrepreneuriat est transmise aux jeunes au niveau théorique plus que pratique. Les cadres d'échanges entre entrepreneurs et jeunes afin d'inspirer les jeunes et les introduire à l'entrepreneuriat, sont aussi très peu nombreux. L'accès au crédit afin d'avoir un capital de départ, est aussi un défi pour la mise en place des initiatives entrepreneuriales par les jeunes.

Pour faire face à ces défis, l'action envisage de mettre en place des mécanismes de financements par des micro-dons et/microcrédits sous forme de kits d'outillage et équipements de démarrage. Des services de coaching pour l'insertion couplé avec un système de microfinancements des projets d'insertion des lauréats seront mis en place. Des unités d'appui à l'insertion au sein des centres de formation et des instruments de suivi des jeunes formés dans l'emploi seront constituées. Il sera également envisagé des contrats de formation en alternance entre centres de formation, les ateliers et/ou entreprises publiques ou privés aux alentours des centres de formation.



### **Faible niveau de gouvernance du secteur.**

Le cadre légal régissant le secteur de la formation professionnelle est lacunaire car passant sous silence certains éléments essentiels notamment, les mécanismes de détermination des filières de formation, les niveaux de compétence des enseignants, la protection des métiers, etc. A cela il faut ajouter l'absence d'un système d'information sur l'enseignement et la formation professionnelle pour les décideurs politiques et des acteurs du marché d'emploi en vue de mener des actions dans la cohérence et la complémentarité. Un autre défi est lié à l'insuffisance de mobilisation des ressources financières et une faible implication des autres acteurs de développement (secteur privé et organisations de la société civile) et les autorités administratives locales dans la gestion des centres de formation.

### **Digitalisation quasi inexistante des centres de formation**

La digitalisation du secteur de la formation professionnelle est presque inexistante. Pourtant le numérique est aujourd'hui une réelle opportunité pour développer des nouvelles compétences. Dans le cadre de cette action, la formation numérique sera mise à profit. Elle permettra de mettre en place des outils et supports numériques de formation pour les apprenants et les formateurs. Les centres de formation professionnelle seront équipés de dispositifs de facilitation d'apprentissages des technologies de l'information et de la communication (TIC).

### **Situation des personnes vivants avec un handicap au Burundi**

L'absence de données sur la situation des personnes handicapées au Burundi, et notamment sur les jeunes, ne permet pas d'avoir une estimation précise de l'accès des jeunes handicapés à la formation professionnelle. Les différentes filières et/ou métiers sont inaccessibles aux personnes handicapées, les infrastructures et certains outils pédagogiques ne sont pas adaptés et par conséquent limitent l'accès à cette catégorie de personnes à la formation technique et professionnelle. La présente action permettra de contribuer à résoudre ces problèmes.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action. Les parties prenantes suivantes seront impliquées dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi de l'Action :

Le ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique qui est le principal interlocuteur dans la préparation de l'Action ; le ministère des Finances, du Budget et de la Planification économique, la Direction générale de la Formation technique et professionnelle et des métiers qui est le service technique qui pilote le sous-secteur de la formation professionnelle et de l'Enseignement des métiers avec l'appui des directions qui y sont attachées; le bureau de la planification et des statistiques de l'Éducation, de la formation technique et professionnelle ; un comité paritaire de suivi et d'évaluation du partenariat public-privé en matière d'enseignement, de formation technique et professionnelle chargé de garantir une meilleure adéquation formation-emploi ; des services déconcentrés à savoir les directions provinciales et communales de l'éducation, de la formation technique et professionnelle qui animent et coordonnent au quotidien la gestion et le fonctionnement des écoles et des centres dans leurs entités administratives respectives ; la Chambre fédérale de commerce et d'industrie du Burundi et les chambres sectorielles ; la population burundaise, en particulier les jeunes (y compris les réfugiés, rapatriés et les personnes déplacées internes (PDI)) qui bénéficieront de la formation (avec une attention particulière portée aux filles et aux porteurs de handicap) et les enseignants qui vont bénéficier du renforcement de compétences ; les organisations d'employeurs et les syndicats qui faciliteront le dialogue pour une meilleure insertion des jeunes sur le marché du travail ; les partenaires techniques et financiers (PTF) qui, d'une part, pourront capitaliser sur les interventions de l'Action et, d'autre part, contribueront à renforcer le plaidoyer vis-à-vis des autorités nationales pour faciliter les réformes sectorielles dans le domaine de la formation professionnelle ; ainsi que les organisations de la société civile qui oeuvrent dans la formation technique et professionnelle des jeunes.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de renforcer l'efficacité du système de formation professionnelle au Burundi.

Les objectifs spécifiques (effets directs) de cette action sont:

1. Améliorer la qualité de la formation professionnelle en l'adaptant aux besoins du marché de travail ;
2. Améliorer l'insertion des jeunes lauréats et faciliter la création d'entreprises et d'emploi.

Les produits (résultats) de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets directs) correspondants sont les suivants:

- 1.1. contribuant à l'effet direct 1 (ou objectif spécifique 1) « Les centres de formation professionnelle identifiés sont équipés et modernisés en fonction de leurs besoins et objectifs d'apprentissage ».
- 1.2. contribuant à l'effet direct 1 (ou objectif spécifique 1) « Les formateurs des centres de formation professionnelle sont formés et appuyés ».
- 1.3. contribuant à l'effet direct 1 (ou objectif spécifique 1) « Les Unités d'appui pédagogique et de production et des services d'orientations/cellules d'insertion des centres de formation sont appuyés ».
- 1.4. contribuant à l'effet direct 1 (ou objectif spécifique 1) « Des contrats de formation en alternance et des stages sont mis en place entre les centres de formations, les entreprises privées et publiques en particulier dans les secteurs prioritaires identifiés ».
- 2.1. contribuant à l'effet direct 2 (ou objectif spécifique 2) « Les capacités techniques des accompagnateurs sociaux en insertion des centres de formation appuyés par le projet sont renforcées et des mécanismes de suivi de ces acquis sont mis en place ».
- 2.2. contribuant à l'effet direct 2 (ou objectif spécifique 2) « Les projets porteurs de croissance des lauréats des CEM/CFP (y compris les rapatrié/réfugiés/PDI formés) sont accompagnés et appuyés ».

#### 3.2 Activités indicatives

##### Activités liées au produit 1.1 :

- Faire une étude préliminaire sur les filières porteuses de nouveaux emplois (y compris les compétences vertes et la création d'emplois verts), en tenant compte du répertoire des emplois et métiers récemment élaboré avec l'appui des entreprises du secteur privé ;
- Redéfinir en conséquence de nouveaux cursus de formation ;
- Fournir des équipements modernes de qualité permettant de bonnes conditions d'apprentissage ;
- Revoir les curricula de formation selon le Cadre national de qualification et de compétence (CNQC) en concertation avec les opérateurs privés ;
- Equiper les centres de formation en bibliothèques numériques ;
- Mettre en place des centres d'innovation pédagogique et d'apprentissage numérique ;
- Disponibiliser les curricula de formation adaptés aux centres de formation professionnelle identifiés ;
- Disponibiliser des supports pédagogiques et didactiques dans les centres de formation identifiés ;
- Redynamiser les cellules d'insertion professionnelle.

##### Activités liées au produit 1.2 :

- Former les formateurs des centres identifiés sur les filières, les approches pédagogiques et les modalités d'évaluation ;
- Former les enseignants/formateurs des centres sur l'utilisation de nouvelles technologies d'information et de communication, et au numérique et à l'utilisation des équipements spécialisés mis à la disposition des centres de formation ;
- Mettre à la disposition des enseignants formés des matériels didactiques actualisés et innovants ;
- Assurer la maintenance des équipements.

**Activités liées au produit 1.3 :**

- Créer des unités d'appui pédagogique et de production (UAPP) dans les centres de formations où elles n'existent pas ;
- Equiper les UAPP des centres de formation professionnelle (CFP) en les considérant comme des entreprises ;
- Approvisionner les UAPP des CFP en matériels de bureautique ;
- Renforcer les capacités des structures de gestion des CFP (renforcement des capacités du personnel par la formation, cadres d'échanges au niveau des centres de formations ect...).

**Activités liées au produit 1.4 :**

- Renforcer le partenariat entre les structures de formation, les apprenants et les représentants des entreprises dans les centres de formations et autour des centres identifiés ;
- Renforcer l'encadrement de l'apprenant en entreprise (stage) et au centre de formation ;
- Impliquer le secteur privé dans la formation et l'insertion professionnelle à travers le soutien au développement des entreprises pour la création d'emplois décents.

**Activités liées au produit 2.1 :**

- Appuyer la création et l'animation des cellules d'insertion professionnelle au niveau des centres de formation professionnelle ;
- Redynamiser le partenariat public-privé pour le stage des lauréats et l'écoulement des produits fabriqués ;
- Elaborer les instruments de suivi des jeunes formés ;
- Mettre en place des services d'orientation professionnelle dans les centres et établir un suivi des stages et des parcours d'insertion professionnelle dans les entreprises et ateliers ;
- Appuyer les initiatives de création d'entreprises ;
- Appuyer l'actualisation des modules sur l'entrepreneuriat des jeunes ;
- Formation /coaching/accompagnement des jeunes dans les différents domaines notamment la recherche active de l'emploi, l'élaboration des CV, l'élaboration du business plan des jeunes, assistance technique à la constitution des dossiers de création d'entreprise etc ;
- Organiser des concours de compétition sur les plans d'affaires ;
- Soutenir la participation équitable (mesures transversales orientées vers le genre, les groupes vulnérables, les personnes handicapées, les rapatriés/réfugiés et PDI) des jeunes dans des stages de perfectionnement et la formation à l'entrepreneuriat ;
- Mettre en place des services de suivi des lauréats dans leur insertion effective au marché du travail.

**Activités liées au produit 2.2 :**

- Sensibiliser les jeunes lauréats à l'esprit de créativité et d'innovation ;
- Appuyer les jeunes lauréats (filles et garçons y compris ceux vivant avec un handicap) à la création de leur micro-projets ;
- Préparer la sortie des jeunes lauréats (doter aux lauréats de petits dons ou crédits et de kits d'outillage pour le démarrage de leurs métiers) ;
- Renforcer les capacités des centres pour accompagner la gestion de ces petits dons d'insertion et d'en faire un suivi adéquat.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action pluriannuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

L'action visera à intégrer des compétences relatives à la durabilité environnementale dans l'offre de formations techniques et professionnelles, en valorisant des matières telles que l'efficacité énergétique, l'économie circulaire des ressources ou les technologies vertes. L'action prévoit aussi le concept et la mise en place de systèmes de gestion environnementale des structures et des centres de formation, en intégrant aussi des normes de prévention et de préparation aux risques de catastrophes naturelles. L'action veillera au respect des questions environnementales, notamment dans ses plans de réhabilitation des centres de formation (conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation des matériaux locaux, énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire).

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique qu'une forte attention sera portée sur l'égalité de genre, y compris des indicateurs ventilés par sexe. L'action prendra en compte le genre et en particulier l'accès des filles à l'éducation, à la formation, à l'inclusion sociale et à l'emploi conformément au plan d'action genre (GAP III). Les résultats de l'action comporteront des composantes spécifiques pour la formation des jeunes filles, de même pour celles qui sont les plus vulnérables en zones rurales. Une attention particulière sera donnée au déploiement d'un système de sélection des candidats à la formation professionnelle qui soit sensible au genre, ainsi qu'aux systèmes de pilotage et de suivi prenant en compte cette question. L'action est en cohérence avec la priorité 10 du ministère en charge de la Solidarité nationale et du Genre en rapport avec la construction des centres de formation professionnelle pour les femmes et les filles qui n'ont pas continué leurs études. Elle soutiendra également l'accès équitable à l'emploi des femmes.

#### **Droits de l'homme**

L'acquisition des compétences à travers la formation confère aux jeunes une confiance en eux et des capacités de revendiquer leurs droits (droit au travail décent, équité dans l'embauche et la rémunération) et ainsi accéder aux revenus et atteindre une certaine autonomie financière en vue de contribuer à la cohésion sociale et au développement de la communauté. L'action permettra l'accès à la formation professionnelle des jeunes (garçons et filles), y compris les jeunes vivant avec un handicap en vue d'avoir l'opportunité d'accéder au marché du travail et contribuer économiquement à leurs familles et communautés.

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Les personnes en situation de handicap au Burundi demeurent plus exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale que les personnes sans handicap. L'accès des personnes handicapées aux structures de formation professionnelle est fort limité et fait objet de discriminations (infrastructures non adaptées, limites culturelles associées à la formation technique et professionnelle). En outre, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités existantes. Cette action est parfaitement alignée avec la Stratégie de l'Union européenne en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030. Il s'agit d'une action inclusive qui a pris en compte, dès la phase de formulation, les droits des personnes handicapées. Les associations et fédérations burundaises des personnes handicapées, y compris les associations de femmes handicapées, ont été et seront impliqués, tout au long du cycle d'intervention. L'action va rendre les centres de formation inclusives et les enseignants sensibilisés aux questions liées à l'handicap et impliquera les associations des personnes handicapées dans les activités de sensibilisation.

#### **Démocratie**

L'éducation de base tout comme la formation technique et professionnelle sont indispensables pour doter les jeunes des connaissances, des valeurs, des compétences et des attitudes dont ils ont besoin pour comprendre leurs droits et promouvoir des sociétés justes.

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Dans les pays comme le Burundi, touchés par une crise, l'éducation sert d'outil pour que les jeunes puissent se mettre ensemble et échanger des idées sur leur système politique, renforcer leur droit de réunion et participer à la création d'un gouvernement stable et accessible, responsable devant son peuple. L'action va contribuer à diffuser la culture de la paix pour résoudre les conflits de manière non violente, pour développer de bonnes relations sociales et une pensée critique. L'action contribuera à soutenir la prévention des conflits, grâce à la collaboration entre différentes parties prenantes de la formation professionnelle. Un accès à la formation professionnelle permettra également de renforcer la résilience et, en même temps, de contribuer au renforcement de la cohésion sociale, à la prévention des conflits et à la lutte contre les déplacements forcés. L'action du projet prendra en compte les besoins spécifiques des jeunes réfugiés ; rapatriés et personnes déplacées internes.

### **Réduction des risques de catastrophes**

L'action contribuera à la réduction de risque de catastrophes, à travers: (i) des activités de sensibilisation pour les enseignants et les familles des enfants sur la prévention de risque de catastrophes naturelles; (ii) la préparation de plan de contingence pour les écoles et centres d'enseignement et de formation professionnelle qui se trouvent dans des zones à risque de catastrophes naturelles.

Ces activités vont atténuer les effets du changement climatique et prévenir les risques liés aux désastres naturels.

### **Digitalisation**

La Digitalisation est aujourd'hui une réelle opportunité de développer des nouvelles compétences. Dans le cadre de cette action, la formation digitale sera mise à profit. Elle permettra, de mettre en place des outils et supports numériques de formation pour les apprenants et les formateurs.

## 3.4 Risques et enseignements tirés

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Haute/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
2	Le contexte sécuritaire (instabilité sociale et politique potentielle) pourrait miner la mise en place des activités à l'échelle nationale	<b>M</b>	<b>M</b>	- Renforcement du dialogue politique avec les autorités.
2	Faibles capacités des institutions ciblées, notamment les capacités techniques et d'absorption financière	<b>M</b>	<b>M</b>	Assistance technique, et renforcement des capacités institutionnelles.
4	Obstacles liés à la réglementation et législation, lois	<b>M</b>	<b>M</b>	Renforcement des capacités de l'ARCP pour la mise en œuvre de la stratégie de promotion des PPP.

	PPP, lois tarifaires, environnementales			
2	Manque ou insuffisance de ressources nationales pour assurer la durabilité des investissements (ouvrages, installations, services, etc.)	<b>M</b>	<b>M</b>	Renforcement de la coordination des PTF et de l'implication du secteur privé dans la mobilisation des ressources
2	Manque ou faible intégration de l'approche genre	<b>F</b>	<b>H</b>	Renforcement des capacités des parties prenantes sur l'intégration de l'approche genre. Renforcement de la collaboration avec le ministère de tutelle. Renforcement de la participation des organisations de la société civile de femmes.

#### Enseignements tirés:

L'Union européenne s'aligne sur les orientations de Plan national de Développement (PND) et sur la stratégie 'Union européenne – Afrique' qui souligne entre autre la nécessité de créer des liens plus étroits entre éducation, développement des compétences et emploi pour permettre aux jeunes une parfaite intégration au marché du travail, avec un focus sur l'introduction des compétences numériques et vertes dans les programmes scolaires et professionnels.

L'Union européenne a financé dans le passé quatre projets de formation socio-professionnelle et ces derniers ont obtenu des résultats importants en ce qui concerne le nombre de jeunes formés et le renforcement de la cohésion sociale des communautés bénéficiaires.

La présente action permettra de renforcer les acquis de l'UE dans le secteur et d'améliorer la couverture géographique dans les provinces ciblées par les autres interventions proposées dans le cadre du PAA 2022-2023, en prenant en compte les actions menées par d'autres partenaires de l'Equipe Europe et les organisations internationales œuvrant dans le secteur.

La complémentarité recherchée dans le cadre de cette action se dégage déjà dans les actions en cours des autres partenaires techniques et financiers qui appuient le secteur. L'**Agence française de développement** à travers son portefeuille couvre l'offre des compétences à travers l'appui à l'amélioration de la qualité et l'accès aux apprentissages notamment dans les provinces les plus vulnérables.

**La Banque mondiale vient de lancer un programme de création** d'emploi dénommé « Youths Skills and Employability » (emploi des jeunes et développement des compétences). L'Action de la Banque mondiale cible trois axes à savoir le renforcement des compétences, l'entrepreneuriat et la mise en place d'un système de collecte et de traitement des données sur le marché du travail.

**La Belgique finance à travers ENABEL un programme d'appui aux centres d'enseignement des métiers et de formation professionnelle.** Son action tourne autour de 5 piliers, à savoir le pilotage, la qualité, l'insertion, l'accès et l'attractivité. Le projet vise le renforcement des capacités techniques et pédagogiques des formateurs ; le déploiement d'un mécanisme d'insertion des jeunes apprenants ; les infrastructures et équipements des ateliers et la mise en œuvre d'un plan de communication pour valoriser les métiers au Burundi.

ENABEL a également accompagné, dans le cadre de ce projet, le processus de ciblage et de structuration des organisations du secteur privé qui sont impliquées dans le secteur de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP) pour une adéquation entre la formation et l'emploi. Ce processus a conduit à la création d'un consortium regroupant cinq chambres sectorielles réunies au sein de la Chambre fédérale de commerce et de l'industrie du Burundi (CFCIB). Dans ce cadre, le FOREM, un service public pour l'emploi et la formation professionnelle en Belgique francophone est, depuis juin 2021, en train d'accompagner le processus de l'opérationnalisation de l'implication des chambres sectorielles pour une adéquation entre la formation et le marché de l'emploi au Burundi.

ENABEL pourra valoriser en termes de synergie programmatique un financement parallèle de 3 000 000 EUR du projet ACFPT (appui complémentaire à la formation professionnelle et technique) qui œuvre dans un secteur similaire et complémentaire au présent document d'action.

**Le Royaume des Pays-Bas** développe trois interventions qui sont en lien avec l'emploi des jeunes. Le programme de l'ONG SNV, qui appuie le développement des chaînes de valeurs ; le programme Akazi keza, qui intervient dans l'éducation, l'appui au secteur privé et l'insertion des jeunes sur le marché du travail ; et le projet ETAPE (enseignement technique agricole pour l'employabilité) qui intervient dans le renforcement de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle dans les domaines de l'agriculture et l'agro-alimentaire.

**Swiss-Contact** développe des programmes d'insertion des jeunes dans les secteurs de l'artisanat dans les provinces de Kanyanza et Cibitoke en insistant sur les programmes de formation professionnalisante et d'intégration à l'emploi, le développement des aptitudes techniques des artisans-formateurs et l'outillage complémentaire de leurs ateliers, la valorisation des curricula, le développement des programmes d'apprentissage tutorés et le renforcement des capacités des formateurs.

L'action capitalisera sur les acquis et sur les bonnes pratiques de toutes ces interventions appuyées par les partenaires techniques et financiers et créera des synergies avec ces programmes, en plus du renforcement des liens avec les autres interventions de l'Union européenne notamment dans le domaine de l'accès à l'énergie, de l'appui aux rapatriés et de l'éducation de base.

Un répertoire des emplois et des métiers du Burundi (REM-Bu) vient de voir le jour et décrit une arborescence générale des métiers et des emplois par type de catégorie socio-professionnelle (domaine, sous-domaine, métier/emploi, fonction et niveau) afin de doter le pays d'outils de planification et de mise en œuvre des politiques équitables pour une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi. L'action s'inspirera de cet outil pour appuyer l'élaboration des référentiels de formation correspondants.

La participation de l'UE au groupe thématique formation professionnelle et aux autres groupes de travail permettra d'identifier les synergies et les complémentarités potentielles avec les interventions des autres PTF, tout en évitant des chevauchements.

La formation à elle seule ne peut pas apporter la solution en termes d'emplois ; une approche plus dynamique impliquant le secteur privé est nécessaire dans le cas du Burundi. C'est dans ce cadre qu'un accord-cadre entre la Chambre fédérale de commerce et de l'industrie du Burundi (CFCIB) et les chambres sectorielles a été signé en 2022 et vise à améliorer la qualité de la main d'œuvre et de l'emploi durable des jeunes en général et des lauréats de la formation professionnelle en particulier, à travers l'implication des opérateurs économiques des chambres sectorielles et transversales en lien avec le secteur de la formation professionnelle.

#### **Erasmus+**

Des synergies seront encouragées avec les actions du programme Erasmus+ visant le développement des capacités dans les domaines de l'enseignement supérieur et de l'éducation et de la formation professionnelle, et la mobilité des étudiants, des enseignants et des personnels administratifs burundais de l'enseignement supérieur.

### **3.5 Logique d'intervention**

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est la suivante :

La présente action vise à améliorer les compétences professionnelles des apprenants, filles et garçons, y compris les handicapés, et accroître leurs chances d'insertion professionnelle dans le marché de l'emploi. L'appui de l'UE sera donc orienté vers l'amélioration des capacités des centres de formation professionnelle sur le plan technique et pédagogique ; la mise en place des curricula de formation plus adaptés aux besoins des bénéficiaires, la mise à la disposition des centres de formation des supports pédagogiques et didactiques ; l'appui aux unités d'appui pédagogiques pour l'autonomisation des centres ; et la mise en place/redynamisation des cellules d'insertion là elles existent. Un dialogue tripartite (secteur public, secteur privé/chambres sectorielles, syndicats) sera créé pour rendre plus adéquate l'offre de formation au marché du travail.

Tenant compte des barrières à l'accès à l'emploi salarié, ainsi que des faibles compétences en entrepreneuriat et du manque de capital de départ pour la mise en place des initiatives entrepreneuriales, la présente action accompagnera les jeunes lauréats des centres de formation dans leur insertion professionnelle et/ou dans la mise en place de leurs initiatives entrepreneuriales. Les jeunes lauréats des centres de formations identifiés seront formés pour bénéficier des compétences de base sur la notion d'entrepreneuriat, la mise en place et le suivi d'un plan d'affaires, et la gestion financière.

Les jeunes lauréats seront sensibilisés et encouragés à se mettre ensemble pour mettre en place une activité génératrice de revenu (AGR) collective ou individuelle pour augmenter leurs possibilités de revenus. Sur la base des projets d'AGR/plans d'affaires conçus par les jeunes, chaque groupement ou jeune recevra un kit de démarrage ou un capital de départ pour l'appuyer dans la mise en place de son projet d'entrepreneuriat. Le plan d'affaires sera analysé par l'organisation de mise en œuvre et servira de base pour déterminer les besoins du groupement ou du jeune afin d'octroyer le kit de démarrage/capital de départ qui lui permettra de mettre en place l'AGR.

Les métiers qui offrent des opportunités d'emploi pour les jeunes en l'occurrence l'agro-alimentaire, la couture, la maçonnerie, la menuiserie et la mécanique automobile, sans oublier l'informatique et le multimédia seront mis en avant au moment de la formation et bénéficieront des appuis des opérateurs économiques dans la gestion des mécanismes d'insertion durables et de qualité, dans le cadre du partenariat conclu entre les entreprises et les centres de formations professionnelles. Il faut cependant noter que les métiers qui offrent de l'emploi varient d'une région à une autre et selon que les centres de formation se trouvent en milieu rural ou urbain.

De plus, des services d'insertion seront mis en place et leurs capacités seront renforcées en vue de garantir une insertion professionnelle efficace des jeunes.

L'action tirera des leçons des projets qui ont été mis en œuvre par les autres partenaires et qui ont un système de suivi-évaluation permettant d'identifier les secteurs porteurs de croissance et créateurs d'emploi et les compétences essentielles qui sont en demande sur le marché de l'emploi. L'enquête réalisée par ENABEL dans les différents centres d'enseignement des métiers et de formation professionnelle bénéficiant de son appui a permis de montrer les possibilités d'insertion dans les différentes zones d'intervention ainsi que les possibilités d'innovation en termes de métiers des jeunes formés dans les TIC. L'étude a permis également d'identifier quels emplois sont actuellement accessibles et acceptables pour les jeunes hommes et femmes, de connaître les barrières existantes et d'encourager les jeunes à les briser. Elle a permis enfin d'avoir des idées pour éliminer les obstacles à la lutte contre les normes de genre rigides afin que les jeunes femmes, en particulier, aient un plus large éventail d'options en termes de formation et d'insertion.

L'action mettra en avant une approche intégrée permettant d'agir sur l'offre de formation tout en tenant compte des besoins du marché de travail ; elle facilitera le partenariat avec les secteurs productifs, permettant de créer des chaînes de valeurs créatrices d'emploi pour les lauréats de la formation professionnelle. La présente action est cohérente avec l'action 3 « Accès à l'électricité pour tous » car cette dernière permettra aux structures de formation technique et professionnelle de disposer des services d'éclairage et d'utiliser le matériel informatique et les équipements des ateliers de formation, et facilitera la mise en œuvre des actions de digitalisation du secteur de la formation professionnelle. L'accès à l'énergie facilitera l'organisation des formations dans les filières électricité, menuiserie et nouvelles technologies de l'information et de communication mais également la connexion aux micro-entreprises locales.

L'action entend capitaliser sur les acquis et les leçons apprises des coopérations des Etats Membres, elle entend également **créer une dynamique « Équipe Europe »** en synergie avec d'autres actions proposées dans le cadre du Plan d'Action pluriannuel 2022-2023 portant sur l'éducation fondamentale, l'accès à l'électricité pour tous, le programme régional pour le soutien des rapatriés, le projet Bibliothèques sans frontières dans sa composante formation professionnelle, le projet ResiCoDi et la composante formation technique et professionnelle (FTP) du programme



Erasmus+, mais aussi les projets en cours et à venir notamment l'appui à l'entrepreneuriat féminin et le soutien à l'entrepreneuriat du secteur agricole (SESA).

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs /valeurs de reference / valeurs cibles / source de données / hypotheses – pas d'activités)

Résultats	Chaines de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Renforcer l'efficacité du système d'enseignement et de formation professionnelle au Burundi.	<p>1. Nombre de jeunes disposant d'une certification complète ou partielle à la sortie de la formation professionnelle suivie dans les CFP et les CEM avec l'appui de l'UE (ventilé par sexe, âge et localisation)</p> <p>2. Niveau de revenus moyens des jeunes de 15 ans à 24 ans ayant terminé la formation professionnelle (BIF) (ventilé par sexe) grâce au financement de l'UE</p> <p>3. Taux de chômage des jeunes de 15 ans à 24 ans (ventilé par sexe, âge et localisation)</p> <p>4. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'interventions d'EFPP/de</p>	<p>1. 2021-2022 : 0</p> <p>2. 0 : (2022)</p> <p>3. A définir (2022)</p> <p>4. A définir (2022)</p>	<p>1 : 500 lauréats certifiés en (2027)</p> <p>2 : à déterminer au démarrage du projet</p> <p>3 : à déterminer au démarrage du projet</p> <p>4 : à déterminer au démarrage du projet</p>	<p>1 : Rapport annuel des centres de formation appuyés</p> <p>2 : Enquête et études sur l'emploi des jeunes au Burundi menées par l'OBEM (Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'oeuvre)</p> <p>3. Statistiques organisations internationales</p> <p>4. Rapports UE</p>	<i>Non applicable</i>

		développement des compétences en établissement ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE (ventilé par âge, sexe et localisation) (CR EG 2.14)				
<b>Effet direct 1</b>	OS 1 : la qualité de la formation professionnelle est améliorée en adéquation aux besoins du marché de travail	<p>1.1. Nombre de curricula/référentiels de formation adaptés aux besoins du marché de travail élaborés et/ou mis à jour avec l'appui de l'UE</p> <p>1.2. Pourcentages de formateurs et enseignants (ventilé par sexe et par âge) formés à des pratiques innovantes avec l'appui de l'UE</p> <p>1.3. Nombres de nouvelles filières (initiales ou de spécialisation), répondant aux besoins du marché de travail, développées.</p> <p>1.4. Nombre d'inscrits aux centres de formation et/ou d'enseignements des métiers, désagrégué par sexe avec l'appui de l'UE ;</p> <p>1.5. Nombre de jeunes (ventilé par sexe et par âge) formés et certifiés en TIC/multimédia avec l'appui de l'UE</p> <p>1.6. Nombres d'équipements en adéquation avec le prescrit du curricula fournis aux centres identifiés</p>	<p>1.1. 0 (2022)</p> <p>1.2. 0 (2022)</p> <p>1.3. 0(2022)</p> <p>1.4. 0(2022)</p> <p>1.5. 0(2022)</p> <p>1.6. 0(2022)</p>	<p>1.1 .19 référentiels correspondant aux 19 métiers les plus porteurs</p> <p>1.2 : 100% de formateurs des centres appuyés sont formés.</p> <p>1.3. 5 cinq (5) nouvelles filières développées</p> <p>1.5. : 100% des jeunes seront formés</p> <p>1.5. à déterminer au démarrage du projet</p> <p>1.6. idem</p>	<p>1.1. Rapports de mise en oeuvre du projet</p> <p>1.2. Rapport de mis en œuvre du projet</p> <p>1.3. Rapports de mise en œuvre du projet</p> <p>1.4.-1000 inscrits en 2027</p> <p>1.4. Rapports de mise en œuvre du projet</p> <p>1.5. Rapports de mise en œuvre du projet</p>	<p>Volonté politique en faveur de la formation professionnelle</p> <p>Stabilité sociale et politique</p>

Effet direct 2	O.S 2 : l'insertion des jeunes lauréats est améliorée et la création d'entreprises et d'emploi est facilitée	<p>2.1. Nombre de jeunes (age/sexe/groupes vulnérables) certifiés par les centres de formation appuyés par l'UE</p> <p>2.2. Temps moyen pour l'obtention d'un premier emploi (mois) (ventilé par sexe)</p> <p>2.3. Taux d'insertion des lauréats (âge, sexe) de la formation professionnelle réalisée avec les entreprises du secteur privé</p> <p>2.4. Pourcentage de jeunes (sexe, âge, catégories particulières) qui démarrent leur propre entreprise après la période de formation</p> <p>2.5. Pourcentage de jeunes ayant accès aux services d'orientation et d'insertion.</p> <p>2.6 Nombre d'emplois appuyés/soutenus par l'UE (CR EG 2.13)</p> <p>2.7 : Pourcentage de jeunes (age/sexe/localisation) lauréats de la formation professionnelle recrutés par les entreprises dans un délai de 6 mois</p> <p>2.8. : Pourcentage de jeunes formés (age/sexe/localisation) qui démarrent leur propre projet dans un délai de 6 mois</p>	<p>2.1 : 0 (2022)</p> <p>2.2 : 2 ans (2022)</p> <p>2.3. : 0(2022)</p> <p>2.4. : 0(2022)</p> <p>2.5. : 0(2022)</p> <p>2.6 0 (2022)2.7. 0(2022)</p> <p>2.8. 0(2022)</p>	<p>2.1 : 1000 jeunes en 2027</p> <p>2.2 : 3 mois</p> <p>2.3 : 50% des lauréats certifiés sont insérés en 2027</p> <p>2.4. 50% de jeunes ont démarré leur propre entreprise en 2027</p> <p>2.5 : 100% des jeunes inscrits dans les centres de formation en 2027 ont accès au service d'orientation et d'insertion</p> <p>2.6. à déterminer au démarrage du projet</p> <p>2.7 : 50%(2027)</p> <p>2.8. 50%</p>	<p>2. Rapports de mise en oeuvre du projet</p> <p>.2.7. Contrats de travail entre jeunes diplômés et les entreprises</p> <p>2.8. Rapports de suivi de mise en œuvre du projet</p>	Renforcement des capacités des acteurs de collecte et disponibilisation des statistiques
----------------	--	---	---	---	---	--

<b>Produit 1</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.1. Les centres de formation professionnelle identifiés sont équipés et modernisés en fonction de leurs besoins et objectifs d'apprentissage ;	1.1.1. Nombre de centres appuyés en équipements adaptés aux besoins identifiés dans les référentiels (profil d'équipement) modernes avec l'appui de l'UE  1.1.2 Nombre d'UAPP appuyés en équipement adaptés et fonctionnels pour leurs ateliers avec l'appui de l'UE	1.1.1 0 centres (2022)  1.1.2 : 0 (en 2022)	1.1.1 : 20 centres de formations équipés en 2027  1.1.2 : 20 UAPP appuyées en 2027	1.1.1 rapports de suivi de la mise en oeuvre du projet  1.1.2 rapport de suivi de la mise en oeuvre du projet	Diversification des sources de financement du secteur
<b>Produit 2</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.2. Les formateurs des centres de formation professionnelle sont formés et appuyés	1.2.1 Pourcentage de formateurs (âge ; sexe, localisation) formés et accompagnés avec l'appui de l'UE pour permettre l'acquisition des compétences prescrites dans le référentiel  1.2.2 Nombre d'enseignants (âge ; sexe, localisation) formés avec le soutien de l'UE sur les modules de spécialisation en multimédia/ TIC avec l'appui de l'Action	1.2.1. 0(2022)  1.2.2. 0 (2022)	1.2.1 :100% des formateurs des centres appuyés sont formés en 2027  1.2.2 : à déterminer au démarrage du projet	1.2.1 : rapports de mise en œuvre; questionnaires de connaissances complété par les participants en début et fin de formation  1.2.2. rapports de suivi de la mise en oeuvre ; questionnaires de connaissances complété par les participants en début et fin de formation	
<b>Produit 3</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.3. Les Unités d'appui pédagogiques et des services d'orientations/cellules d'insertion des centres de formations sont appuyées	1.3.1. Nombre d'opérateurs économiques/entreprises du secteur privé impliqués dans la production en UAPP avec le soutien de l'UE.  1.3.2. Nombre de projets des lauréats formulés et accompagnés par les accompagnateurs sociaux des centres avec le soutien de l'UE. (Jeunes ayant accès à ces services d'orientation et d'insertion).	1.3.1. : 0 (2022)  1.3.2 : 0 (2022)  1.3.3 0 (2022)	1.3.1. : à déterminer au démarrage du projet  1.3.2. : 6 projets en 2027  1.3.3 : à déterminer au démarrage du projet	1.3.1.,1.3.2.,1.3.3. Rapports de mise en œuvre du projet	Accroissement du budget alloué au secteur de la formation professionnelle

		1.3.3 Nombre d'UAPP créées/équipées/approvisionnées en matériel de bureautique avec le soutien de l'UE				
<b>Produit 4</b> <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.4 : Des contrats de formation en alternance et des stages sont mis en place entre les centres de formations et les entreprises privées et publiques, en particulier dans les secteurs prioritaires identifiés	1.4.1. Nombre de conventions signées et mises en œuvre avec le soutien de l'UE  1.4.2. pourcentage de jeunes (âge ; sexe, localisation) bénéficiant des stages dans le cadre de ces conventions de partenariats	1.4.1. 0 conventions (2022)  1.4.2. 0 lauréats (2022)	1.4.1. : 5 conventions avec 5 entreprises  1.4.2. : 60% des jeunes bénéficient des stages en 2027	1.4.1. 1.4.2. Rapports de suivi des lauréats	Opérationnalisation du comité paritaire en lui dotant les moyens nécessaires
<b>Produit 1</b> <b>lié à l'effet direct 2</b>	2.1. Les capacités techniques des accompagnateurs sociaux en insertion des centres de formation appuyés par le projet sont renforcées et des mécanismes de suivi de ces acquis sont mis en place	2.1.1. Nombre de personnel d'appui à l'insertion (âge, sexe, localisation) formés avec l'appui de l'UE  2.1.2. Pourcentage de lauréats formés en création d'entreprises (âge, sexe, localisation) avec le soutien de l'UE  2.1.3. Nombre de cellules d'insertion professionnelle créées et animées avec le soutien de l'UE au niveau des centres appuyés  2.1.4. Pourcentage de lauréats de la formation professionnelle (âge, sexe, localisation) ayant créé leurs microentreprises avec le soutien de l'UE	2.1.1. : 0 (2022)  2.1.2. : 0 (2022)  2.1.3. : 0 (2022)  2.1.4. : 0 (2022)	2.1.1 : A déterminer au démarrage du projet  2.1.2 : 100% des lauréats des centres de formation appuyés sont formés  2.1.3 : Toutes  2.1.4 : 50% en 2027	2.1.1 ; 2.1.2 Rapport de mise en œuvre, questionnaires de connaissances complétés par les participants en début et fin de formation  2.1.3., 2.1.4 Rapport de mise en œuvre	
<b>Produit 2</b> <b>lié à l'effet direct 2</b>	2.2. Les projets porteurs de croissance des lauréats des CEM/CFP (y compris les rapatriés/réfugiés/PDI formés) sont accompagnés et appuyés.	2.2.1. Pourcentage de jeunes certifiés (âge, sexe, localisation) des centres de formations professionnelle ayant bénéficié des kits d'outillage de démarrage avec le soutien de l'UE  2.2.2. Pourcentage des projets des lauréats ayant bénéficié des micro-	2.2.1. : 0 (pas d'appui initialement)  2.2.2. : 0 (2022)  2.2.3. : 0 (2022)	2.2.1. 60%  2.2.2. 50%  2.2.3. : 50%	2.2.1 : Rapport de suivi du projet  2.2.2. ; 2.2.3 Rapports de suivi des centres de formation	

		<p>financements pour leurs micro-projets avec le soutien de l'UE</p> <p>2.2.3. Pourcentage de projets porteurs ayant bénéficié de primes à travers les compétitions organisées avec le soutien de l'UE</p>				
--	--	--	--	--	--	--

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Burundi.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>10</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

Une partie de cette action sera mise en œuvre en gestion directe par une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: capacité opérationnelle, valeur ajoutée et expertise dans le domaine de la formation professionnelle, expérience avérée d'appui au secteur de l'éducation et de la formation technique et professionnelle ; expérience de travail avec des organisations internationales et nationales spécialisées dans le secteur de la formation professionnelle.

La mise en œuvre par cette entité implique l'ensemble des activités prévues par l'Action, afin d'atteindre les produits :

2.1. Contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) « Les capacités techniques des accompagnateurs sociaux en insertion des centres de formation appuyés par le projet sont renforcées et des mécanismes de suivi de ces acquis sont mis en place ».

2.2. Contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) « Les projets porteurs de croissance des lauréats des CEM/CFP sont accompagnés et appuyés ».

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été positivement évalués

Une partie de cette action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: organisation d'un État membre avec une capacité opérationnelle, valeur ajoutée et expertise dans le domaine de la formation professionnelle, expérience avérée d'appui au secteur de l'éducation et de la formation technique et professionnelle ; expérience de travail avec des Organisations internationales et nationales spécialisées dans le secteur de la formation professionnelle.

La mise en œuvre par cette entité implique l'ensemble des activités prévues par l'Action, afin d'atteindre les produits :

<sup>10</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.



- 1.1. Contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) « Les centres de formation professionnelle identifiés sont équipés et modernisés en fonction de leurs besoins et objectifs d'apprentissage » ;
- 1.2. Contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) « Les formateurs des centres de formation professionnelle sont formés et appuyés » ;
- 1.3. Contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) « Les unités d'appui pédagogiques et des services d'orientations/cellules d'insertion des centres de formation sont appuyés » ;
- 1.4. Contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) « Des contrats de formation en alternance et stages sont mis en place entre les centres de formations, les entreprises privées et publiques en particulier dans les secteurs prioritaires identifiés ».

#### 4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec de la modalité de gestion indirecte, en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées pourront être mises en œuvre en gestion directe par subventions, par appel à propositions ouvert aux Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI) qui ont une expérience avérée dans le domaine de la formation professionnelle sur la base des mêmes critères indiqués dans le paragraphe 4.4.2.

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montants en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée (montants en EUR)
	<b>2022</b>	<b>2022</b>
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.4.		
<b>Objectif Spécifique 1</b> – Améliorer la qualité de la formation professionnelle en l'adaptant aux besoins du marché de travail. Gestion indirecte – cf. section 4.4.2.	7 500 000	1 500 000
<b>Objectif Spécifique 2</b> – Améliorer l'insertion des jeunes et faciliter la création d'entreprises et d'emploi. Gestion directe (subventions) – cf. section 4.4.1.	4 300 000	1 500 000
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2	100 000	N.A.
<b>Audit</b> – cf. section 5.3	100 000	
<b>Totaux</b>	12 000 000	3 000 000

## 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un Comité de pilotage national (COPIL) sera mis en place pour assurer le suivi stratégique de l'action et prendre toute décision nécessaire à son bon déroulement. Il se réunira semestriellement. Le secrétariat sera assuré par le partenaire de mise en œuvre. Les principales parties prenantes de l'action feront partie du COPIL : ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique à travers sa Direction générale de la formation technique et professionnelle et des métiers, les partenaires de mise en œuvre de l'Action, le ministère des Finances, du Budget et de la Planification économique, la Délégation de l'Union européenne, les partenaires techniques et financiers ainsi que le secteur privé oeuvrant dans le secteur.

Un Comité technique de suivi (CTS) sera mis en place afin de coordonner et suivre la mise en œuvre des activités prévues par l'action. Il permettra également d'assurer que les différentes parties prenantes aient le même niveau d'information. Dans le cas où le COPIL ne serait pas mis en place, le CTS pourrait reprendre une partie de ses responsabilités. Les réunions du CTS se tiendront à fréquence trimestrielle. Elles seront organisées par le partenaire de mise en œuvre qui en assurera également le secrétariat. Les membres du CTS sont les cadres techniques des parties prenantes de l'action, membres du COPIL.

Les recommandations issues des réunions du COPIL pourront être discutées au niveau du Groupe sectoriel formation professionnelle en vue de renforcer le dialogue entre le Gouvernement et ses partenaires dans le secteur de la formation professionnelle.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

- Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:  
Le partenaire de mise en œuvre assurera le suivi des indicateurs du cadre logique et accompagnera les opérateurs de mise en œuvre dans la mise en place d'un système de suivi et évaluation au démarrage de l'Action.
- Les informations de base pour alimenter les indicateurs du cadre logique seront collectées par les partenaires de mises en œuvre (bénéficiaires des subventions) et analysées/ vérifiées par les experts de l'AT. Le suivi des indicateurs du cadre logique s'effectuera semestriellement, lors des réunions du COPIL.
- La désagrégation des données par genre (et dans la mesure du possible par groupe vulnérable ciblé) sera assurée par les partenaires de mise en œuvre.

Le renforcement des capacités des autorités nationales permettra également de les appuyer dans le suivi et la mise à jours des données nationales, ce qui permettra de renseigner l'évolution des indicateurs d'effet et d'impact du cadre logique.

### 5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, notamment dans le cadre de l'analyse de la collaboration des partenaires de mise en œuvre et l'analyse des éventuels défis rencontrés dans la mise en œuvre de cette Action, pour corriger et adapter l'intervention en vue d'une éventuelle phase ultérieure de l'Action (engagement à long terme).

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins quinze (15) jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme :

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action